

*L'énergie*

consiste le marché et nous devons lire le journal pour le savoir. Quand je lis des articles à ce sujet, je constate que les compagnies de forage s'en vont ailleurs. Elles ne peuvent obtenir \$40 par baril de pétrole et elles refusent donc de forer ici. Peut-on leur en vouloir?

Je vois que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement (M. Roberts) vient d'arriver, monsieur l'Orateur, et cela l'intéressera sûrement. Allons-nous revivre la tragédie qu'a connue notre programme de recherche et de développement? Au fil des ans, la part du produit national brut consacrée à la recherche et au développement n'a cessé de diminuer. A une époque, notre industrie aérospatiale était en tête de file. Nous produisions des bombardiers à eau, des petits avions à réaction, des fusées de recherche et des systèmes de communication complexes.

Sur quoi le gouvernement libéral a-t-il centré ses efforts, malgré tout? Sur l'industrie de l'automobile, monsieur l'Orateur. Il a garanti des prêts à la société Chrysler—société qui a connu des problèmes parce qu'elle produisait des voitures trop grosses. Qu'a fait le gouvernement? Il a cautionné la société. Puis il a donné 60 millions de dollars à la société Michelin pour qu'elle puisse produire des pneus en Nouvelle-Écosse, où elle n'avait pas d'usine jusque-là. Cela a nui à l'industrie du pneu en Ontario. Le gouvernement n'a tenu aucun compte du consommateur, prétendant qu'il devait protéger l'industrie textile dans la province qui se trouve à l'est de la nôtre.

Le gouvernement feint d'ignorer complètement ce qu'il pourrait faire pour résoudre la crise de l'énergie, mais cela n'a rien de surprenant quand on voit qui représente le cœur industriel du pays au sein du cabinet. En ce qui concerne les trois mousquetaires de Windsor, si un produit n'est pas monté sur roues, ce n'est pas un produit manufacturé. Le ministre qui vient de la capitale de l'acier voyage dans tout le pays. Le ministre représentant Toronto, cœur de l'industrie de la fabrication, voyage dans le pays et va voir la Reine. Le troisième fait de la publicité. Évidemment, il est très affairé car il organise la propagande en faveur des propositions législatives que la Chambre est en train d'étudier. Il faut lui en reconnaître tout le mérite.

L'Ontario ne veut pas de cadeau, monsieur l'Orateur. Elle veut une politique énergétique qui aidera le Canada à profiter des occasions qui se présentent. Il faut manquer de perspicacité pour considérer la situation actuelle comme une crise pour les consommateurs. C'est une crise pour le travailleur. Les pertes d'emploi sont très éprouvantes pour le consommateur canadien. Il est peu réconfortant de pouvoir acheter de l'essence moins cher si on n'a pas d'emploi et qu'on n'a pas les moyens d'avoir une automobile. Il faut des emplois qui permettent aux travailleurs de gagner l'argent avec lequel ils pourront acheter de l'essence.

Les députés d'en face se sont intéressés au problème de l'énergie par le passé. Le 10 octobre l'année dernière, le premier ministre (M. Trudeau) avait été très loquace et avait dit que notre parti n'avait pas de politique sur ce point. Il avait dit que nous offrions de piètres excuses. Il s'était plaint en disant que les Canadiens voulaient savoir quelle était notre position sur la question du prix de l'énergie. Le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) qui était tout à l'heure à la Chambre a dit que le gouvernement avait eu cinq mois pour mettre au point sa politique énergétique. Monsieur l'Orateur, le gouver-

nement actuel est au pouvoir depuis huit mois et il n'a pas encore de politique. J'aimerais savoir où elle est.

Les discours du trône renfermaient le passage suivant:

De la politique énergétique du gouvernement dépend le succès de toutes ses politiques économiques. La politique énergétique est au Canada des années 80 ce que la politique ferroviaire était au Canada d'il y a un siècle. Tout comme l'expansion des chemins de fer fut un instrument de développement du pays, l'exploitation de l'énergie peut aujourd'hui être facteur de croissance et de prospérité pour toutes les régions du Canada.

Je suis d'accord, monsieur l'Orateur, mais maintenant, pas dans un avenir indéfini. C'est ce qu'ils ont dit. Ils ont dit que le pays allait tirer parti de la situation au lieu de la considérer comme une crise et ils ont promis de s'attaquer au problème de l'énergie. Et qu'est-ce qui s'est produit? Tout le monde sait que les voies ferrées passent sous des tunnels. En matière d'énergie le gouvernement voit comme s'il était dans un tunnel. On nous a promis un prix déterminé au Canada. Idée géniale, nous disait-on. On ne tiendrait pas compte des cours mondiaux, on nous donnerait un prix établi au Canada. Et on voulait que l'industrie trouve l'idée excellente. Malheureusement, \$100 investis aux États-Unis rapportent un juste bénéfice à tous les intéressés, alors que celui qui investit \$100 ici ne sait jamais où il va.

● (2130)

Le discours du trône dit ensuite que le gouvernement poursuit vigoureusement une politique conforme à l'engagement qu'il a pris dans ce domaine. Où nous mène cette vigueur? Voilà huit mois qu'elle dure et rien ne s'est encore produit. Pendant que le gouvernement libéral tergiverse, nous avons en Ontario un gouvernement qui agit, ce gouvernement progressiste conservateur d'Ontario que des députés de l'autre côté sont toujours si pressés de critiquer. La semaine dernière il annonçait que 165 millions allaient être investis pour favoriser les économies d'énergie et le développement d'un combustible de remplacement pour les transports. On va stimuler l'exploitation de l'énergie solaire et aider les collectivités locales à adopter les systèmes de chauffage à de nouvelles formes d'énergie. Il va se passer beaucoup de choses en Ontario. Quoi exactement? D'abord, on va dépenser 75 millions. En outre il va y avoir 600 années-hommes de travail de créées. Voilà ce que nous voulons en Ontario. Nous ne voulons plus d'inaction fédérale. Nous voulons une politique énergétique. Nous voulons du travail. Nous ne demandons pas la charité. Stuart Smith, ce génie économique ontarien—génial parce qu'il a un doctorat en je ne sais quoi—a dit qu'il s'agit d'une politique de bouts de ficelle. Bouts de ficelle peut-être, mais vous les libéraux vous n'avez rien, même pas de politique de bouts de fil. Les libéraux n'ont rien produit qui ressemble à une politique. Quand allons-nous en avoir une?

**Une voix:** Demain.

**M. Lewis:** Demain? Il y a un instant un autre député disait dans quelques semaines. Est-ce cela, la vigueur qu'on nous annonçait? Il a été question dans le discours du trône de la façon dont le programme d'isolation thermique allait être amélioré. Cela, c'était en avril. Nous voici maintenant en octobre. En m'écoutant les députés savent que j'ai froid et que je m'enrhume. Nous attendons encore l'amélioration. Si seulement je pouvais avoir des formulaires, cela me donnerait la patience d'attendre le programme. Il y a au Canada trois millions de logements construits entre 1961 et 1976 qui y auraient droit. Si nous avions un programme qui permette